

INTRODUCTION À LA MACROÉCONOMIE

TD n°2 : Carré Magique et Politiques Économiques

Référence des Documents :

Document 1 : « Qu'est-ce que le Carré Magique de Kaldor ? », Article provenant de *les-yeux-du-monde.fr*, 27 Mai 2013

Document 2 : Base de données de la Banque Mondiale « Indicateurs de Développement mondiaux »

Document 3 : « La Politique Économique Conjoncturelle ou Structurelle ? », Article provenant de *terrepolitique.com*, 24 Novembre 2012

Document 4 : Tableaux Extraits de « Un Comparatif des Plans de Relance Européens », Natixis, *Flash Économie*, 10 Décembre 2008

Document 5 : « La Dette Publique Explode et la Rigueur s'Impose ! », *Le Monde*, 21 Juin 2010

Questions Préparatoires :

- 1- Définir le concept de « Carré Magique » ainsi que les quatre indicateurs permettant sa construction, à l'aide de vos connaissances et du Document 1.
- 2- Définir les concepts suivants : Loi d'Okun, Courbe de Philips, Contrainte Extérieure.
- 3- À l'aide du Document 2, construire sur un même graphique les Carrés Magiques de l'Allemagne et de la France pour l'année 2010. Comparer la situation économique des deux pays.
- 4- Même exercice avec les données de 2000. Commenter.
- 5- Définir les concepts de « Politique Économique Conjoncturelle » et « Politique Économique Structurelle » à l'aide du Document 3.

Synthèse :

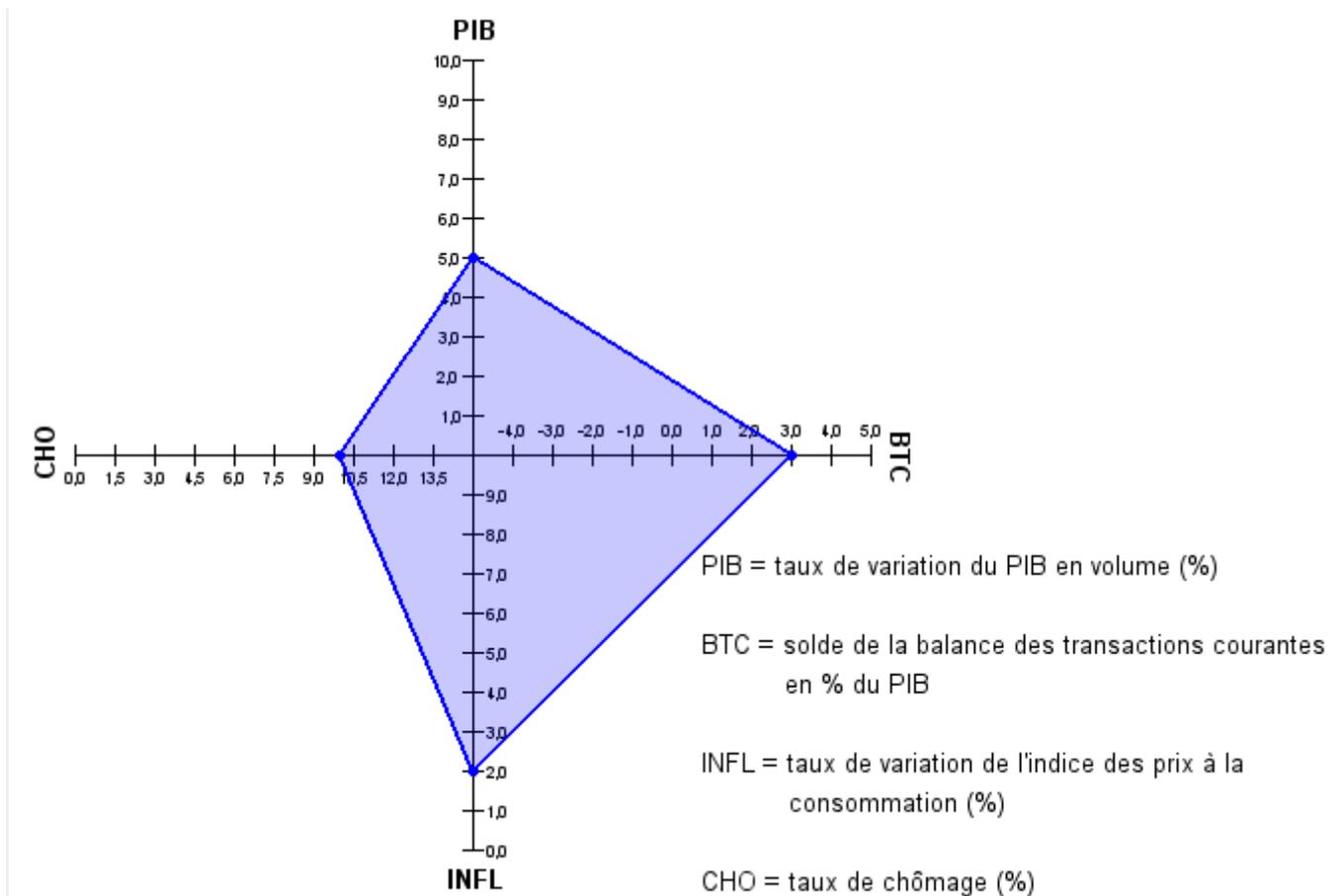
À partir des Documents 4 et 5 et de vos connaissances, répondre de manière structurée et argumentée au sujet suivant :

« Les politiques économiques européennes mises en place au lendemain de la crise de 2007-2008. »

Document 1 – « Qu'est-ce que le Carré Magique de Kaldor ? »

Le carré magique de Kaldor est une théorie économique développée par Nicholas Kaldor. Economiste d'inspiration keynésienne né à Budapest, Nicholas Kaldor participe notamment à l'élaboration du rapport Beveridge, et conseille dans les années 1960 et 1970 les chanceliers de l'Echiquier lors de gouvernements travaillistes.

Ce quadrilatère a pour sommets les quatre objectifs de la politique économique d'un Etat : le taux de croissance, le solde de la balance commerciale, le taux d'inflation et le taux de chômage (cf. ci-dessous). En reliant les quatre points situés sur chacun des axes, on obtient un quadrilatère : plus la surface de celui-ci est grande, plus la santé économique du pays considéré est importante. Précision importante néanmoins : les échelles du taux d'inflation et du taux de chômage doivent être inversées, les objectifs étant d'atteindre 0% sur chacun de ces axes. Ci-dessous un exemple avec une croissance de 5%, une balance commerciale positive de 3%, une inflation à 2% et un chômage à 10%.



Exemple de représentation de carré magique de Kaldor

Ce carré est qualifié de « magique » car, selon Kaldor, il est impossible de réaliser ces quatre objectifs simultanément. En effet, par exemple, selon la courbe de Phillips, il n'est pas possible d'avoir en même temps un taux de chômage et un taux d'inflation faibles, ces deux attributs étant négativement corrélés.

Ces approches ont pu différer selon les époques et les pays. Durant les Trente Glorieuses, par exemple, l'objectif principal de la RFA était de maintenir une inflation basse, alors qu'en France la croissance et l'emploi étaient les principaux objectifs.

Ces théories keynésiennes ont néanmoins été largement critiquées à partir des années 1970 par les monétaristes et l'Ecole de Chicago.

Document 2 – Indicateurs Macroéconomiques de l'Allemagne et de l'Italie

	Allemagne		Grèce	
	2005	2010	2005	2010
Taux de croissance (%)	0,7	4,1	0,9	-5,4
Taux d'inflation (%)	1,5	1,1	3,5	4,7
Taux de chômage (%)	11,1	7,1	9,8	12,5
Part du Solde courant dans le PIB (%)	4,6	5,7	-7,4	-10,1

Source : Banque Mondiale WDI.

Document 3 – « La Politique Économique Conjoncturelle ou Structurelle ? »

Par définition, la politique économique correspond à l'ensemble des mesures entamées par les pouvoirs publics pour atteindre les objectifs économiques du pays. Ces mesures visent principalement à assurer et à maintenir les équilibres économiques d'une nation en agissant à travers des instruments de la politique monétaire ou budgétaire (fixation des taux directeurs, répartition des prélèvements obligatoires et des affectations).

Usuellement, les actions entamées par les administrations publiques peuvent être dirigées pour résoudre des dysfonctionnements à court terme et dans ce cas on parle de la...politique économique conjoncturelle. Tandis que la mise en place de dispositifs destinés à influencer le fonctionnement d'une économie donnée à moyen et long terme est plus de l'essor de la politique économique dite structurelle.

Les économistes contemporains, considèrent l'économie politique comme une science sociale qui procède à une étude comportementale des ménages devant la rareté des ressources et des moyens qui leur sont nécessaires au quotidien. De ce fait le comportement économique des individus résulte de l'activité humaine qui se situe dans un contexte où les besoins des hommes sont illimités et les ressources de plus en plus rares. Et il faut donc mettre en place des moyens pour adapter le plus possible les ressources aux moyens.

Politique économique conjoncturelle

Il s'agit de l'ensemble des mesures entamées par les pouvoirs publics visant à régulariser l'évolution globale de l'économie, en agissant sur les grands équilibres économiques à savoir : la stabilité des prix, l'emploi et l'équilibre extérieur.

En fonction de l'objectif visé, les administrations publiques peuvent opter pour une politique d'austérité ou de relance. À titre d'exemple, pour relancer la consommation et donc la croissance économique on procède à l'augmentation des salaires.

Pour mesurer la politique conjoncturelle, on peut suivre l'évolution du solde budgétaire ou les taux d'intérêt sur les marchés financiers.

Politique économique structurelle

Elle agit sur les structures de l'économie et intervient souvent sur un ou plusieurs secteurs d'activité (agriculture, industrie, commerce extérieur...). Généralement la politique structurelle intervient à travers : la nationalisation ou la privatisation, la réglementation de l'environnement, la politique de l'emploi, la politique territoriale, la politique de lutte contre l'inflation, entre autres.

De telles mesures sont appliquées à moyen et long terme et visent principalement à accroître la croissance économique du pays. Elles peuvent viser à soutenir un secteur en adoptant une tactique défensive ou encourager la recherche et l'innovation à travers une tactique offensive. Mais quelle que soit la méthodologie adoptée, les institutions publiques essaient à travers une telle politique de consolider et d'améliorer la croissance économique de la nation.

Document 4 – Extrait de « Un Comparatif des Plans de Relance Européens » (Données concernant les plans de relance annoncés pour l'année 2009)

Tableau 1a - Plans de relance européens par type demande favorisée et montants mobilisés (en Mrd EUR)

	Allemagne	France	R.U.	Italie	Espagne	Pays-Bas	Total
Construction résidentielle	1,8	1,8	2,1	0,3	0,5		6,5
Infrastructures publiques	4,6	10,5	1,2	1,4	8,0	2,0	27,7
Investissement productif	19,5	10,7	0,5	1,2	7,3	2,0	41,3
Conso. en biens durables	3,5	1,0	15,0		1,8	1,6	22,9
Conso. en biens non durables	0,5	1,5		2,6	0,6	0,2	5,4
Consommation publique	2,0		1,2		0,9		4,1
Total	31,9	25,5	20,0	5,5	19,1	5,8	107,9

Source: Natixis

Tableau 1b - Plans de relance européens par type demande favorisée et montants mobilisés (en point de PIB)

	Allemagne	France	R.U.	Italie	Espagne	Pays-Bas	Total
Construction résidentielle	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0		0,1
Infrastructures publiques	0,2	0,5	0,1	0,1	0,7	0,4	0,3
Investissement productif	0,8	0,5	0,0	0,1	0,6	0,4	0,4
Conso. en biens durables	0,1	0,1	0,9		0,2	0,3	0,2
Conso. en biens non durables	0,0	0,1		0,2	0,1	0,0	0,1
Consommation publique	0,1		0,1		0,1		0,0
Total	1,3	1,3	1,2	0,4	1,7	1,0	1,1

Source : Natixis.

Document 5 – « La Dette Publique Explode et la Rigueur s'Impose ! »

Les dépenses publiques ne sont pas ce qu'elles sont, mais ce que l'Etat en fait. Les réduire, qui s'en plaindrait ? Mais est-ce là la garantie d'un Etat plus efficient et moins endetté ?

Sous la pression du marché financier obligataire qui sème la panique dans l'Union économique monétaire, les Etats européens pourraient se lancer dans une surenchère des plans de rigueur budgétaire afin d'obtenir la meilleure note des agences de notation et de pouvoir bénéficier des taux d'intérêt les plus avantageux possibles pour financer ainsi leur déficit public.

Les détenteurs de capitaux poussent alors les Etats à imposer l'austérité ou à augmenter leurs taux d'intérêt, moyen le plus adéquat pour eux, de maximiser la rentabilité de leurs investissements. Mais comment se peut-il, qu'à la veille de la reprise économique, ces investisseurs financiers jadis sauvés de la panique de 2008 par des gouvernements obligés pour cela d'alourdir leur dette publique, se permettent aujourd'hui de les défier de la sorte, en leur imposant autant de sacrifices en si peu de temps ?

Devant un tel chantage économique, les Etats n'ont pas d'autre choix que de se résigner à la rigueur s'ils veulent éviter une hausse des taux d'intérêt à long terme. Car, si elle survenait, une telle hausse alourdirait non seulement le coût de leur dette, mais surtout renchérirait le coût du crédit pour les agents économiques, ce qui déprimerait l'investissement, ralentirait la reprise économique et aggraverait le chômage. C'est bien la crainte de cette spirale économique liée à la hausse accélérée de la dette publique (77,7 % du PIB en moyenne dans la zone euro) qui justifie la réduction des dépenses publiques ; et notre économie n'y échappe pas.

En période de crise on assiste à une dégradation des comptes publics liée à la fois à des dépenses publiques en augmentation et à des recettes fiscales en diminution. Le déficit public en France est passé de 3,4 % du PIB en 2008 à 8 % du PIB en 2009, année où la dette publique a atteint un record de 78 % du PIB.

UNE POLITIQUE DE RIGUEUR BUDGÉTAIRE POURRAIT ÊTRE FATALE À LA CROISSANCE

Dans ce contexte, l'assainissement des finances publiques s'impose inévitablement à moyen terme, mais n'est pas sans risque pour notre économie et, par extension, celle de l'Europe.

Car la réduction des dépenses publiques risque de freiner la reprise, à défaut d'un soutien durable de l'investissement et de la consommation encore trop fragiles. La rigueur, parce qu'elle limite la portée de l'effet multiplicateur des dépenses publiques pourrait casser l'élan de la croissance et provoquer une crise sociale.

Est-ce alors si urgent de ramener le déficit budgétaire à 3 % du PIB d'ici 2012 ou 2013 ? Mais ces dépenses qui représentent plus de la moitié des richesses créées en France et qui ont pourtant permis d'éviter le pire, sont aujourd'hui jugées trop coûteuses en impôts et en déficits sociaux ; les diminuer relève avant tout du choix politique.

Le décideur public peut alors être tenté de prendre le prétexte de l'assainissement des finances publiques pour justifier la réforme de la protection sociale et la suppression de postes de fonctionnaires. Le coût de l'emploi public et de la protection sociale se fait plus pesant en période de faible croissance économique, les revenus fiscaux étant amoindris. Réduire les dépenses, sans modifier le niveau de l'impôt permet alors de réduire la dette et de rassurer les investisseurs.

Or moins de dépenses publiques c'est aussi moins d'Etat et par conséquent moins de professeurs, d'infirmières, de magistrats, de policiers et gendarmes, etc. Sommes-nous prêts à supporter la charge individuelle de ces missions ?

La rigueur renforce l'idée que l'intérêt individuel prime sur l'intérêt général, et que seules les dépenses du secteur privé sont considérées comme des investissements créant des richesses. Ainsi, prisonnier de ce mode de pensée, l'agent économique est tenté de considérer les dépenses sociales publiques (éducation, santé, sécurité) comme une charge improductive qu'il faut réduire. Cette vision biaisée forge progressivement ce sentiment dans le comportement des acteurs économiques européens, renforce leur individualisme et fragilise l'Union européenne. Les difficultés financières de la Grèce et d'autres pays européens fortement endettés sont la preuve de l'impossible coordination face à des spéculations excessives.

Une politique de rigueur budgétaire commune comme seule réponse aux tensions du marché financier pourrait être fatale à la croissance malgré les garanties financières de l'Union européenne. Cette austérité imposée aux membres de la zone euro pourrait faire retomber l'Europe dans la récession obligeant ainsi les investisseurs financiers à exiger de nouvelles garanties financières. Alors dans un tel contexte économique, les autorités européennes ne devraient-elles pas taxer la spéculation plutôt que de parier sur la confiance financière ?